

Le grand dégât !

La Direction du Réseau a dévoilé ses plans en termes d'emplois pour l'année à venir
 ■ Ils confirment les annonces faites par le patron de LBP, pour réduire les charges il faut sabrer dans les effectifs ■ Il faut faire toujours plus, avec toujours moins, y compris en matière de rémunération ■ Pendant ce temps là, le nombre d'accidents du travail n'a de cesse d'augmenter ■ Où s'arrêtera le cynisme ?

**À
G
U
I
C
H
E
T
O
U
V
O
U
R
T**

Emploi, ça va trancher !

A grand renfort de projets et de tests divers et variés, la direction du Réseau continue à dérouler son plan de destruction d'emploi. La dernière GPEC (Gestion Prévisionnelle Emplois et Compétences) en fait la démonstration.

Sur la période 2016-2018, ce sont 9% des postes de chargé-es de clientèle qui auront été supprimés. Soit près de 2 200 emplois.

Pourtant, à en croire la direction, tous les postes vacants auraient été pourvus en 2018. Le rythme des réorganisations a été moins soutenu et il y a eu plus de recrutements... Au Conseil d'Administration, les dirigeants ont annoncé qu'ils avaient beaucoup de mal à recruter ! C'est ce qu'on appelle le double langage ! On aurait presque envie d'applaudir cette pirouette, si les annonces concernant 2019 n'étaient pas aussi sombres. Pour noyer le poisson, on parle de changement d'équation budgétaire, d'économies de charges... ce qu'il faut comprendre c'est suppressions d'emplois ! Pour y parvenir, il va falloir transformer les organisations au même rythme que les reprises d'emploi, donc accélérer le rythme des réorganisations et des fermetures de bureaux. Et ça tombe plutôt bien avec les projets GeRS et FTU. Le premier remet en cause le délai de 24 mois entre deux réorganisations, quand l'autre permet de mutualiser les effectifs entre Secteurs pour tenter de pallier aux sous-effectifs.

Avec un objectif à plus de 1 400 emplois à faire disparaître, l'année 2019 sera une véritable hémorragie !

Régime sec pour les salaires !

L'accord relatif aux mesures salariales 2019 a été signé le 18 mars 2019. Une fois de plus, c'est peau de chagrin... pour les classes II et III ! Le pouvoir d'achat des salarié-es du Réseau va encore en prendre un coup. Pour les classes II, il faudra se contenter de 1,10% d'augmentation. Et pour la classe III, l'augmentation générale est de seulement 0,5%, pour le reste ça sera à la tête du chargé-e de clientèle ! Sud n'a pas signé cet accord. Et pour cause, ce n'est même équivalent à l'inflation !

Comme pour les suppressions d'emplois, l'argument est tout trouvé : les résultats sont en baisse ! Sauf qu'il n'est pas valable pour tout le monde, à en juger les augmentations annoncées pour les DS. Elles seront de minimum 2% pour tous les DS et pour 400 d'entre eux-elles, l'augmentation pourra aller jusqu'à 21% ! Mesures auxquelles s'ajoutent des revalorisations de 3 à 5% à chaque mobilité vers un autre Secteur. C'est une enveloppe de plusieurs millions d'euros qui a donc été débloquée par le Groupe, pour les DS. Tant mieux pour eux ! Quant aux CC, ils/elles devront se partager quelques miettes, une version Réseau de la lutte des classes ?

Et... les conditions de travail ?

Sans surprises, les conditions de travail des agents du Réseau se dégradent toujours plus. Le nombre d'accidents du travail explose et leur gravité s'accroît. Première cause de ces accidents, les agressions dont sont victimes les CC. Le constat est fait, mais les actions de prévention ne semblent pas être la priorité de la direction. Avec la création des Secteurs, les fusions à venir et la suppression des EAR, les CC enchaînent les kilomètres, ce qui accroît de fait les risques routiers. Là encore, aucune mesure en vue... sauf pour les managers ! A croire que les CC ne sont pas concernés par le problème.

Quelques formations sont prévues, pour permettre aux agents de mieux gérer le stress post-agression ou incivilité. En revanche, toujours rien pour les prévenir. Pourtant il y a une solution simple pour y palier : embaucher du personnel !



Exigeons un vrai partage des richesses. Exigeons des créations d'emplois et le remplacement de tous les départs. C'est à cette seule condition que nos conditions de travail et le service public s'amélioreront.
Tou·tes en grève le 9 mai !

